

OECD *Multilingual Summaries*

Education at a Glance 2012

Summary in French



Accédez au texte intégral: 10.1787/eag-2012-en

Regards sur l'éducation 2012

Résumé en français

- Source d'informations précises et pertinentes, Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE fait figure de publication de référence sur l'état de l'éducation dans le monde. Elle fournit des données sur la structure, le financement et les performances des systèmes d'éducation des 34 pays membres de l'OCDE, ainsi que d'un certain nombre de pays du G20 non membres de l'Organisation.
- Avec plus de 140 graphiques, 230 tableaux et 100 000 chiffres, Regards sur l'éducation présente des données clés sur : les résultats des établissements d'enseignement ; l'impact de l'apprentissage dans les différents pays ; les ressources humaines et financières investies dans l'éducation ; l'accès, la participation et la progression au sein des systèmes d'éducation ; et l'environnement pédagogique et l'organisation scolaire.

Bilan de la récession économique mondiale et perspectives pour l'avenir

Depuis quelque temps déjà, le paysage éducatif et économique mondial subit une mutation rapide sous l'effet de deux grands facteurs : le premier est l'avènement de l'économie de la connaissance qui incite fortement les individus à développer leurs compétences grâce à l'éducation – et les pays à les y aider –, et le deuxième (étroitement lié au premier) est la croissance fulgurante de l'enseignement supérieur à l'échelle planétaire, créatrice d'opportunités pour des millions de personnes et source d'un développement du vivier mondial d'individus hautement qualifiés.

L'édition 2012 de *Regards sur l'éducation* examine ce contexte éducatif et économique à la lumière d'un autre changement clé : l'entrée de plain-pied dans la récession économique mondiale en 2009 et 2010. Sans surprise, les analyses du présent rapport constatent qu'aucun groupe d'individus ou pays – et ce quel que soit son niveau d'instruction – n'est à l'abri des effets d'un ralentissement économique à l'échelle mondiale. Parallèlement, cette édition confirme à quel point l'élévation du niveau de formation continue d'apporter un avantage certain d'un point de vue économique, sur le marché du travail et pour la société dans son ensemble, même lorsque les conditions financières sont déplorables.

Les avantages financiers liés au niveau de formation

Fondamentalement, il est évident que les individus mieux formés ont eu plus de chance de garder leur emploi ou d'en changer pendant la récession. Par exemple, entre 2008 (début de la récession) et 2010, le taux de chômage a fait un bond, passant de 8.8 % – un niveau déjà élevé – à 12.5 % pour les individus dont le niveau de formation est inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, et de 4.9 % à 7.6 % pour les individus titulaires d'un diplôme de fin d'études secondaires, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. En revanche, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est resté bien en-deçà, passant de 3.3 % à 4.7 % sur la même période. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux de chômage en 2010 était inférieur d'environ un tiers pour les hommes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur à celui des hommes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ; pour les femmes diplômées de l'enseignement supérieur, cet écart s'établissait à deux cinquièmes (voir l'indicateur A7).

Qui plus est, l'écart de salaire entre les diplômés de l'enseignement supérieur et les individus dont le niveau de formation est inférieur n'est pas seulement resté important durant la récession mondiale, il s'est creusé davantage. En 2008, un homme diplômé de l'enseignement supérieur pouvait espérer toucher des revenus supérieurs de 58 % à ceux d'un homme titulaire d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. En 2010, cet avantage salarial avait atteint 67 %. De même, en 2008, les femmes diplômées de l'enseignement supérieur bénéficiaient d'un avantage salarial de 54 % par rapport aux femmes qui avaient seulement atteint le deuxième cycle du secondaire. En 2010, cet avantage atteignait 59 % (voir l'indicateur A8).

Ces chiffres nous montrent que si la récession a certes exercé un impact majeur – en particulier sur les individus les moins qualifiés –, les conséquences de changements plus généraux dans le paysage éducatif et économique mondial sont encore plus importantes. Au cours des dix dernières années, dans les pays de l'OCDE, le pourcentage d'adultes diplômés de l'enseignement supérieur a augmenté très rapidement, passant de 22 % en 2000 à 31 % en 2010 (voir l'indicateur A1). Cependant, malgré cette offre florissante d'individus hautement qualifiés – et malgré les conditions incertaines du marché qui règnent depuis 2008 –, la plupart des individus titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur continuent de récolter des bénéfices financiers très avantageux. C'est le signe que, de manière générale, la demande d'employés hautement qualifiés à même de répondre aux besoins de l'économie de la connaissance dans les pays de l'OCDE a également continué d'augmenter, même au cœur de la récession économique.

Tant que les sociétés auront besoin de compétences plus avancées, il est probable que les avantages d'un diplôme de l'enseignement supérieur resteront solides, non seulement à court terme mais aussi à long terme. Par exemple, la présente édition de *Regards sur l'éducation* estime que, déduction faite des coûts associés, le bénéfice économique à long terme lié à l'obtention dans le cadre de la formation initiale d'un diplôme de l'enseignement tertiaire, plutôt que d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, se monte à plus de 160 000 USD pour un homme et à environ 110 000 USD pour une femme, en moyenne, dans 28 pays de l'OCDE (voir l'indicateur A9).

Il est important de noter que les contribuables sont, eux aussi, de plus en plus conscients des bénéfices économiques et sociaux non négligeables obtenus grâce aux fonds publics qui sont utilisés pour aider les individus à suivre des études supérieures. En moyenne, les pays de l'OCDE reçoivent un rendement net de plus de 100 000 USD en suppléments d'impôts sur le revenu et autres économies pour chaque homme dont ils financent les études supérieures – soit près de trois fois le montant de l'investissement public initialement consenti. Pour une femme, le rendement public net s'élève à environ deux fois le montant de l'investissement public. Bien entendu, les avantages publics et privés de l'éducation dépassent largement l'aspect purement économique. Par exemple, cette édition de *Regards sur l'éducation* constate que l'élévation du niveau de formation est associée à une espérance de vie plus longue, un meilleur taux de participation électorale et une attitude plus positive envers l'égalité des droits pour les minorités ethniques (voir l'indicateur A11).

En réalité, les importants bénéfices qu'un investissement dans l'éducation permet de dégager, à la fois pour les individus et pour les sociétés, contribuent à expliquer l'une des conclusions les plus marquantes de l'édition 2012 de *Regards sur l'éducation* : l'investissement public et privé dans l'éducation a augmenté de façon notable dans de nombreux pays de l'OCDE durant l'année 2009, alors même que la récession avait déjà commencé. Par exemple, entre 2008 et 2009, les dépenses des pouvoirs publics, des entreprises et des étudiants individuels et de leurs familles, tous niveaux d'enseignement confondus, ont augmenté dans 24 des 31 pays de l'OCDE dont les données sont disponibles, et ce même si la richesse nationale, telle que mesurée par le PIB, a diminué dans 26 de ces pays (voir l'indicateur B2). De même, entre 2005 et 2009, les dépenses par élève dans les établissements d'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire ont augmenté de 15 points de pourcentage, en moyenne, dans les pays de l'OCDE. Les dépenses par étudiant dans l'enseignement tertiaire ont, pour leur part, crû de 9 points de pourcentage, en moyenne, sur la même période (voir l'indicateur B1).

La rémunération des enseignants est généralement le poste le plus important du budget de l'éducation et, par voie de conséquence, des dépenses par élève. Parmi les pays disposant de données pour les deux années, le coût salarial des enseignants par élève a augmenté en moyenne d'un tiers au niveau primaire et d'un quart dans le premier cycle du secondaire entre 2000 et 2010. Sur cette période, le coût salarial des enseignants par élève a essentiellement augmenté sous l'effet de la variation de deux facteurs : le salaire des enseignants et la taille des classes. Selon la moyenne calculée sur la base des pays dont les données des deux années de référence sont disponibles, le salaire des enseignants a progressé de 16 % dans l'enseignement primaire et 14 % dans le premier cycle de l'enseignement secondaire et la taille des classes a régressé de 14 % dans l'enseignement primaire et de 7 % dans le premier cycle de l'enseignement secondaire (voir l'indicateur B7).

Parallèlement, cette édition de *Regards sur l'éducation* met en évidence le vieillissement du corps enseignant. Entre 1998 et 2010, le pourcentage d'enseignants qui ont 50 ans et plus parmi les enseignants de l'enseignement secondaire est passé de 28.8 % à 34.2 %, en moyenne, dans les pays dont les données sont disponibles (voir l'indicateur D5). Dans les pays qui vont se trouver confrontés à la perte d'une partie importante de leur corps enseignant avec les départs à la retraite et dont la population d'âge scolaire reste stable ou s'accroît, les gouvernements seront amenés à renforcer l'attrait de la profession d'enseignant auprès des élèves/étudiants du deuxième cycle de l'enseignement secondaire et de l'enseignement tertiaire, à étendre les programmes de formation des enseignants et, le cas échéant, à offrir des parcours alternatifs de certification pour les individus souhaitant se réorienter en milieu de carrière vers la profession d'enseignant.

Modifications de la composition du corps étudiant

Surtout en temps de restriction budgétaire, les pays doivent faire des choix réfléchis sur l'affectation de leurs ressources limitées – priorité que l'OCDE aide à aborder grâce à des initiatives telles que sa Stratégie sur les compétences. Cette édition de *Regards sur l'éducation* met en lumière les domaines dans lesquels les pays ont réalisé des progrès notables et identifie d'autres domaines qui mériteront une attention suivie à l'avenir. Par exemple, comme le montre en détail notre tout premier indicateur sur l'accueil de la petite enfance (voir l'indicateur C2), les pays ont réalisé de formidables avancées dans la scolarisation des tous jeunes enfants – question qui, ces dernières années, a acquis une place de premier plan dans les priorités politiques des pays en matière d'éducation. En moyenne, dans les pays de l'OCDE disposant de données pour les deux années, les taux de scolarisation dans des programmes d'accueil à la petite enfance sont passés de 64 % des enfants de 3 ans en 2005 à 69 % en 2010, et de 77 % des enfants de 4 ans en 2005 à 81 % en 2010. Plus de trois quarts des enfants de 4 ans sont désormais inscrits dans des programmes d'accueil à la petite enfance dans l'ensemble des pays de l'OCDE, et dans une majorité d'entre eux, l'éducation commence maintenant bien avant l'âge de 5 ans pour la plupart des enfants. Étant donné que la préscolarisation est

associée à une meilleure performance plus tard dans la scolarité, ces évolutions sont de bon augure, surtout si l'on considère l'importance croissante que prendront les compétences des jeunes à l'avenir.

Parmi les autres progrès notables dans les pays de l'OCDE, citons également la participation accrue des femmes à l'enseignement supérieur. Ainsi, le pourcentage de femmes susceptibles de suivre une formation universitaire au cours de leur vie a crû de 60 % en 2005 à 69 % en 2010, en moyenne, dans les pays de l'OCDE, tandis que chez les hommes, ce pourcentage est passé de 48 % à 55 % sur la même période (voir l'indicateur C3). En outre, les femmes représentent maintenant 59 % de l'ensemble des diplômés à l'issue d'une première formation universitaire, en moyenne, dans les pays de l'OCDE (voir l'indicateur A3). Bien que des efforts soient encore à fournir pour améliorer la participation des femmes à des domaines d'études tels que l'ingénierie, la production et l'informatique – ainsi que leur représentation parmi les diplômés de programmes de recherche de haut niveau –, les progrès réalisés sont loin d'être négligeables (voir l'indicateur A4).

En outre, le nombre d'étudiants étrangers inscrits dans des programmes d'enseignement supérieur dans les pays de l'OCDE a doublé depuis 2000. En valeur absolue, les effectifs les plus élevés d'étudiants étrangers sont originaires de Chine, de Corée et d'Inde. Les pays de l'OCDE accueillent environ 77 % de l'effectif mondial d'étudiants étrangers. Les étudiants en mobilité internationale représentent 10 % au moins de l'effectif de l'enseignement tertiaire en Australie, en Autriche, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en Suisse, et plus de 20 % de l'effectif des programmes de recherche de haut niveau en Australie, en Autriche, au Canada, au Danemark, aux États-Unis, en Irlande, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni, en Suède et en Suisse (voir l'indicateur C4).

Par contraste, il apparaît clairement que l'amélioration de l'équité et de l'égalité des chances éducatives pour tous, quel que soit le milieu, reste un défi de taille dans tous les pays. Par exemple, la présente édition de Regards sur l'éducation conclut que la performance en compréhension de l'écrit des élèves issus de l'immigration pourrait être impactée de façon particulièrement négative lorsque ceux-ci fréquentent des établissements avec de fortes proportions d'élèves dont les familles sont peu instruites (voir l'indicateur A5).

De même, les décideurs politiques seraient bien avisés de se pencher sur l'augmentation du nombre de jeunes de 15 à 29 ans qui ne travaillent pas et ne sont pas en formation : leur proportion a atteint un pic de presque 16 % en 2010 dans les pays de l'OCDE, après quelques années de diminution (voir l'indicateur C5). Il est probable que, dans de nombreux pays de l'OCDE, cette augmentation soit le résultat des fortes difficultés que les jeunes ont dû traverser suite à la récession économique mondiale. Les données des Perspectives de l'emploi de l'OCDE pour 2012 montrent que le chômage des jeunes atteint à présent des niveaux alarmants dans plusieurs pays de l'OCDE, tendance qui souligne le besoin pour les pays d'examiner des mesures qui peuvent engager productivement les individus dans ce groupe d'âge clé, comme les programmes de formation professionnelle et l'offre d'activités non formelles de formation.

Parallèlement, à une époque où être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur est de plus en plus indispensable pour assurer une transition fluide sur le marché du travail, de nombreux pays de l'OCDE doivent faire davantage pour améliorer l'accès de ce niveau d'enseignement pour les jeunes provenant de milieux défavorisés. Par exemple, cette édition identifie des disparités frappantes dans les chances des jeunes de faire des études supérieures, selon le niveau de formation de leurs parents. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les jeunes provenant de familles peu instruites sont deux fois moins susceptibles de suivre une formation dans l'enseignement supérieur, par rapport à la proportion de ces familles dans la population. Cependant, les jeunes dont au moins un parent est diplômé de l'enseignement supérieur sont presque deux fois plus susceptibles de suivre des études supérieures, par rapport à la proportion de ces familles dans la population (voir l'indicateur A6).

Enfin, puisque les mutations dans l'économie mondiale affectent à la fois les pays et les individus, les pays doivent s'attacher à trouver le bon équilibre entre une aide publique adaptée pour l'éducation, et l'obligation pour les élèves et les familles de prendre en charge certains des coûts. Comme le suggèrent les données sur les dépenses citées précédemment, les élèves et les familles supportent une part croissante des coûts de l'éducation dans de nombreux pays de l'OCDE (voir l'indicateur B3). Si cette approche générale fait sens dans la mesure où la plupart des individus reçoivent de nombreux bénéfices de l'éducation, elle peut aussi conduire à des scénarii où les individus se trouvent confrontés à des obstacles financiers importants lorsqu'ils souhaitent suivre des études plus poussées – ce qui est maintenant le cas dans plusieurs pays de l'OCDE pour les personnes souhaitant faire des études supérieures (voir l'indicateur B5). Par ailleurs, ces obstacles peuvent également empêcher les pays d'atteindre leurs propres objectifs en matière d'élévation du niveau de formation de leur population.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE
2 rue André-Pascal, 75116
Paris, France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights



Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!

© OECD (2012), *Education at a Glance 2012*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/eag-2012-en